



VILLE DE
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
☎ 01.48.92.44.44

1

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 22 septembre 2021

Le vingt-deux septembre deux mille vingt et un à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mardi 14 septembre 2021, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

Étaient présents :

MM. ID ELOUALI Ali, LAJILI Yamina, PANETTA Tonino, COELHO Vasco, BRULANT Marina, OSTERMEYER Sushma, DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, HABI Hacène, MARQUES Henrique, FONDENEIGE Matthias, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, BANCE Stéphane, OMRANE Alain, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, DESROCHES Damien, DESPRES Catherine, LUC Nadine, AOUMMIS Hassan, GUILLAUME Didier, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Étaient représentés :

Mme HACHE Bénédicte	mandat à M. OMRANE Alain
Mme FONTAINE Sabrina	mandat à M. ID ELOUALI Ali
Mme SASU Hancès	mandat à M. BOURVEN Julien
Mme Jocelyne DIMNET	mandat à M. DRUART Frédéric
Mme LORES Monique	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
M. CHIRRANE El Arbi	mandat à M. ID ELOUALI Ali
Mme FADLI Hafida	mandat à M. CHALBI Yacin
Mme BEZACE Mathilde	mandat à M. OMRANE Alain
Mme LANTERNIER Lucie	mandat à M. HACENE Habi
Mme OZCAN Canan	mandat à Mme LAJILI Yamina
M. GARROUT Karim	mandat à M. DESROCHES Damien
Mme MARTIN Mélisande	mandat à M. HACENE Habi
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme GAULIER Danièle
Mme COHEN Rachel	mandat à M. PANETTA Tonino
Mme Françoise JUHEL	mandat à M. HUTIN Sébastien
M. ESSONE MENGE Terence	mandat à M. HUTIN Sébastien
Mme BENKAHLA Malika	mandat à M. AOUMMIS Hassan

Était absent :/

Secrétaire de séance : Madame Yamina LAJILI

Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance	5
→ Appel.....	5
→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 30 juin 2021	5
→ Introduction	5
FINANCES.....	5
→ Décision modificative n°1 - Budget annexe parking	5
→ Décision modificative n°1 - Budget principal.....	6
RESSOURCES HUMAINES	6
→ Signature de la convention de mise à disposition d'un chien de défense affecté au service de Police Municipale de Choisy-le-Roi	6
→ Indemnité horaire pour travail normal de nuit.....	13
→ Indemnité horaire pour travail de dimanche et jours fériés.....	13
→ Modification du tableau des effectifs par la création de 5 postes de Brigadier-Chef Principal et 2 postes de Gardien-Brigadier	13
→ Modification du tableau des effectifs.....	13
TARIFICATION	13
→ Approbation de l'exonération pour l'année 2021 de la taxe Locale de Publicité Extérieure (TLPE)	13
→ Fixation des tarifs de location des centres de vacances du 1er janvier au 31 décembre 2022	15
DLC.....	16
→ Approbation de la convention d'objectifs entre la ville de Choisy-le-Roi et l'association Habitants Emploi Proximité (HEP).....	16
→ Approbation de la Charte de partenariat collecte de vêtements.....	17
→ Répartition de la subvention municipale aux associations locales (2ème affectation)	19
JEUNESSE	20
→ Approbation de la convention portant sur la labellisation en Structure Information Jeunesse du pôle 16/25 ans du Service Jeunesse	20
PETITE ENFANCE	21
→ Approbation de la convention de mise à disposition d'une structure Petite Enfance au sein de la Résidence Brossolette entre la commune de Choisy-le-Roi et le CCAS	21
URBANISME	22
→ Approbation CRACL 2020 ZAC du Port.....	22
HYGIENE.....	24

→ Approbation de la convention de subventionnement pluriannuelle 2021-2022 entre la ville et l'agence régionale de santé (ARS) relative à l'animation et à la coordination du Contrat Local de Santé.....	24
---	----

ADMINISTRATION GENERALE.....25

→ Modalités de mise à disposition des véhicules municipaux.....	25
→ Retrait de la ville de la Queue-en-Brie du SIRESCO	25
→ Remplacement de la Madame Isabelle de Chanterac au sein du Comité du Syndicat Intercommunal de Chauffage Urbain de Choisy-Vitry	26
→ Remplacement de la Madame Isabelle de Chanterac au sein de la Commission Action Sociale/CCAS/Seniors/Hygiène Santé et Handicap.....	26
→ Approbation de l'action tickets-loisirs proposée par la Région Île-de-France dans le cadre du dispositif « Nouvelle stratégie régionale pour l'accès des francilien(nes) aux loisirs et aux vacances »	27
→ Modification de la désignation de représentants de la ville dans les conseils d'écoles maternelles et élémentaires.....	27
→ Fixation du tarif pour la participation des exposants au marché de Noël	28
→ Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales	28

QUESTIONS DIVERSES28

La séance est ouverte à 19 h 30 sous la présidence de M. Tonino PANETTA, Maire de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Chers collègues, bonsoir. Vous avez été convoqués dans les formes légales à cette séance du Conseil municipal. Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, nous avons à désigner un secrétaire de séance.

→ Désignation du secrétaire de séance

M. le Maire : Je propose Madame Yamina LAJILI. Elle arrive ? Bien.

(Mme Yamina LAJILI est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.)

M. le Maire : Je passe la parole à Monsieur BARANGER, notre directeur général des services, qui va procéder à l'appel nominal.

→ Appel

(M. Denis BARANGER procède à l'appel.)

→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 30 juin 2021

M. le Maire : Merci, Monsieur le Directeur. Vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 30 juin dernier avec votre convocation. Y a-t-il des observations concernant ce procès-verbal ? Je n'en vois pas, donc nous l'adoptons.

Le procès-verbal de la séance du 30 juin 2021 est adopté à l'unanimité

→ Introduction

M. le Maire : Vous trouverez sur votre table une délibération sur la modification des effectifs, avec une modification en son article 1, le cadre d'emplois du chargé de mission développement durable changeant et devenant attaché territorial ou ingénieur territorial. Cela ne change pas grand-chose, mais c'était important de vous le signaler.

FINANCES

→ Décision modificative n°1 - Budget annexe parking

M. le Maire : Alors, nous abordons l'ordre du jour. Le point n°1, les finances. La parole est à Madame FRANCISOT.

Mme FRANCISOT : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir, chers collègues, bonsoir, chers Choisyens. Tout simplement deux mots. Pour le parking, il y a eu une petite erreur de prévision. Tout simplement, il faut payer nos agents. Nous ajoutons 80 000 euros aux dépenses de fonctionnement du budget annexe parking.

M. le Maire : Y a-t-il des votes contre ou des remarques ? Y a-t-il des questions ? Non.

Des votes contre ? Abstentions ? Bien, c'est voté à l'unanimité.

La délibération n° 1 est adoptée à l'unanimité

→ Décision modificative n°1 - Budget principal

M. le Maire : Point n°2, toujours les finances. Décision modificative du budget principal.

Mme FRANCISOT : Pour le budget principal, nous avons au regard des taux actuels du marché la possibilité de revoir, de refinancer une cadence d'emprunt qui était précédemment celle de la CDC. Donc c'est pour cela que nous proposons d'ajouter 5 millions en section d'investissement, en dépenses et en recettes, de façon à revoir et à procéder à ces refinancements, et ces refinancements nous feraient regagner environ 185 000 euros.

M. le Maire : Voilà, merci, ce qui n'est pas négligeable, malgré tout, en ces temps difficiles. Y a-t-il des questions, des remarques ? Non.

Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n° 2 est adoptée à l'unanimité

RESSOURCES HUMAINES

→ Signature de la convention de mise à disposition d'un chien de défense affecté au service de Police Municipale de Choisy-le-Roi

M. le Maire : Point n°3, les ressources humaines.

M. COELHO : Bonsoir, Monsieur le Maire, chers collègues, la Direction générale, Choisyennes, Choisyens. Monsieur le Maire, chers collègues, comme vous pouvez le constater, deux de ces délibérations concernent la structuration nécessaire de la nouvelle police municipale en correspondance avec la stratégie de la ville pour faire face aux enjeux de la tranquillité publique, de prévention et de surveillance pour le maintien du bon ordre sur l'espace public.

À cet effet, il convient d'ouvrir des postes de brigadier-chef principal et de gardien-brigadier afin de constituer et de renforcer de 25 agents au total.

M. le Maire : Vasco, c'est le point n°3, c'est le chien. Cela, c'est après. Tu étais sur le point n°6. Nous excusons Monsieur COELHO.

M. COELHO : Je m'excuse, j'ai des soucis de vue.

M. le Maire : Je lui ai demandé quand même de venir au Conseil...

M. COELHO : Excusez-moi, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Vas-y, Vasco.

M. COELHO : Je tiens à m'excuser, j'ai un petit souci de vue qui est passager. Donc, j'arrivais au bout, donc afin de fortifier davantage les mesures de sécurité, la municipalité a souhaité doter la police municipale d'une brigade cynophile.

M. le Maire : Voilà. Y a-t-il des questions, des observations ? Oui, Madame LUC.

Mme LUC : Cette notice me paraît un peu floue, voire superficielle sur la forme, et néanmoins dangereuse et peut-être même inquiétante sur le fond. Elle pose un certain nombre d'interrogations. L'emploi d'un chien en matière de sécurité publique n'est pas neutre. Le chien est utilisé pour menacer et est assimilé à une arme. Les Choisyens sont en

droit de savoir si la policière municipale en question possède une certification cynophile. Le propriétaire du chien est responsable des dommages qu'il peut causer. Je n'ai pas vu dans la convention de mention d'une assurance civile de la ville. Quelle formation continue prévoyez-vous pour cette agente municipale ? Quelles sont les garanties de rester dans un ordre légal ? Quelles sont les modalités d'organisation et de fonctionnement ? Et puis surtout, quelles sont ses missions ? Quels types de délinquance ciblez-vous ? À partir de quel constat, sur quels diagnostics préalables des problèmes d'insécurité auxquels est confrontée la commune ? Enfin, quelles règles d'intervention du chien ?

Par ailleurs, nous souhaitons aussi savoir où en est la convention de coordination de la police nationale qui est obligatoire et indispensable pour que le rôle de chacun, celui de la police nationale et celui de la police municipale, soit clairement identifié.

La création d'une brigade cynophile municipale rend complexe le cadre de l'impact sur la sécurité globale qui accorde de nombreux pouvoirs de police aux polices municipales en renforçant le rôle subjectif des forces de police nationale n'est pas une mesure pour nous de nature à améliorer la relation entre la police et les habitants, alors que la défiance n'a jamais été aussi forte. Cette création de brigade cynophile est pour nous la montée en puissance d'un modèle interventionniste et répressif pour sécuriser la ville allant à l'encontre d'une police municipale en proximité avec les habitants. Nous voterons donc contre.

M. le Maire : Madame LUC, c'est votre décision. On s'attendait bien sûr à ce que vous votiez contre. Vous avez toujours été contre la police municipale. Je n'en rajouterai pas, on connaît tous vos états et vos actions en ce qui concerne la tranquillité publique ou la sécurité dans notre ville, je pense que les Choisyennes et les Choisyens nous l'ont fait savoir.

Pour répondre plus précisément à vos remarques, vous pensez sérieusement, un seul instant, qu'on va embaucher un policier municipal avec un chien qu'il aura rencontré dans les bois ? Parce que c'est un peu ce que vous avez l'air de dire. Je vous rappelle quand même que tout est soumis à la décision du préfet, au ministère de l'Intérieur. Soyons un peu sérieux... Chaque chose en son temps, il y a des commissions, vous demandez tous les documents que vous voulez, on vous les donnera. Là, il s'agit de voter un poste. Maintenant, si vous le désirez, on peut faire, et je le souhaite, une réunion qui concernera, et c'est prévu, la présentation de la police municipale à la population, vous pourrez poser toutes les questions, on tient tous les documents à votre disposition. Mais bien sûr que tout est fait dans la légalité la plus complète, en respectant scrupuleusement.

Mme LUC : C'est bien ce que je disais, Monsieur le Maire. Si vous dites qu'on peut avoir d'autres renseignements par ailleurs. J'ai posé un certain nombre de questions, je pense que vous pouvez y répondre sans attendre cette fameuse réunion que vous proposez.

M. le Maire : Je vous dis que tout est fait dans les règles les plus absolues. Voilà ce qui intéresse les Choisyennes et les Choisyens. Maintenant, présenter un maître-chien, puisque c'est de cela qu'il s'agit, comme une provocation et une « arme d'attaque », je vous laisse à votre appréciation, mais si les maîtres-chiens sont autant recherchés, c'est justement parce qu'ils apportent l'inverse. Le chien apaise. Oui, Madame LUC. Lorsque vous avez 3 ou 4 personnes mal intentionnées qui sont face à 2 ou 3 policiers, ils peuvent, dans certains cas, ne pas hésiter à les assaillir. Lorsqu'une personne seule est avec un chien, il peut y avoir 6 personnes devant, ils ne bougeront pas. Donc cela apaise, cela évite les bavures. Pour ma part, les Choisyennes et les Choisyens ont l'habitude de voir des maîtres-chiens dans la plupart des centres commerciaux de France et ailleurs.

Mme LUC : Ce n'est pas vraiment très rassurant.

M. le Maire : Ecoutez, si pour vous, ce n'est pas rassurant, c'est votre opinion. Je n'ai jamais vu, moi, pour ma part, un chien sauter sur quelqu'un ou être ou avoir une attitude agressive, et encore moins son maître.

Mme LUC : Je vous demandais quelles missions aura cet agent municipal avec son chien.

M. le Maire : Il va remplir les missions de la police municipale que notre directrice de la tranquillité publique et le responsable de la police municipale lui attribueront. Il pourra effectuer des contrôles d'identité, il pourra effectuer toute mission qui s'inscrit dans la mission d'une police municipale. Ce soir, nous ne faisons pas le débat sur la police municipale. Votez pour ou contre ce poste, et vous en avez tout à fait la prérogative, mais on ne va pas débattre sur la police municipale ce soir. Si vous voulez un débat, on pourra le faire.

Mme LUC : La question était de savoir en quoi consiste ce poste avec ce chien d'attaque, c'est tout.

M. le Maire : Ce poste avec ce chien, il aura le même rôle qu'un policier municipal qui n'aura pas de chien, voilà. Il va contribuer à la tranquillité publique de notre commune. Et en tant qu'ancienne élue à la tranquillité publique, je vous invite à lire quelles sont les missions de la police municipale. Vous aurez vos réponses. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise d'autre ? Je ne serai pas, moi, le supérieur hiérarchique du maître-chien. Ce sera la directrice de la sécurité publique et son responsable de police municipale.

Mme LUC : Il y a par exemple des problèmes de logistique. Dans quels locaux va-t-il être ?

M. le Maire : Mais Madame, nous avons une voiture équipée, aérée.

Mme LUC : Vous le dites.

M. le Maire : Pour le bien-être du chien. Il y aura un chenil qui permettra pendant ses moments de repos, pour que le chien se repose, voilà, parce qu'il a des pauses. Ce chenil sera aussi utilisé pour qu'on puisse, si nous le devons, récupérer des chiens errants dans la rue en attendant qu'ils viennent être récupérés sur notre commune, on pourra les mettre dans ce chenil aussi. Ce sont des choses que nous avons pensées. Mais encore une fois, il faut voter un poste. Il y aura une présentation de la police municipale avec la présentation à la population de toutes ses missions. Ce n'est pas le lieu, ce soir, de faire un débat là-dessus, mais je réponds volontiers à vos questions. OK, mais il s'agit de cela.

Maintenant, je vous rappelle que les présidents de groupe sont reçus avant chaque Conseil municipal, ils ne nous ont posé aucune question là-dessus. Et dans les commissions, pareillement. Donc ça, ce sont des questions qui se posent en commission. Mais bon, je vous y réponds, mais je ne vais pas passer 3 heures ce soir.

Mme LUC : Sauf erreur de ma part, il n'y a pas eu de commission, ou alors, j'ai un problème de messagerie.

M. le Maire : Alors. Qui demande la parole ? Madame DESPRES, pardon.

Mme DESPRES : Monsieur le Maire, moi, je ne mets pas en doute le fait que vous ayez étudié les choses. La seule chose qui me gêne, c'est que pour avoir été sur d'autres conventions, à Brive, etc., je m'aperçois qu'il y a au moins 24 articles, si vous allez sur Brive, il y a 24 articles. Donc ça borne les choses, vous comprenez. Et c'est pour ça, notre inquiétude est légitime. Étant donné que là, nous avons 3 articles, dont un qui finit en disant qu'il n'y a pas de problème, que la préfecture sera au courant, etc., notre inquiétude est tout

à fait légitime. C'est pour ça que moi, j'aurais bien aimé que cette convention borne les choses de manière plus structurelle. Je vous remercie.

M. le Maire : Monsieur ID ELOUALI.

M. ID ELOUALI : Enfin, je retrouve là l'expression des faux arguments, des faux débats pour se prendre le réel en face. Je retrouve là les mêmes interrogations, les mêmes faux-fuyants pour dire que la question de la tranquillité publique et la question de la sécurité sont une attente forte des citoyens. Alors moi, j'entends que le chien ne rassure pas. J'ai presque envie de demander aux Choisyennes et Choisyens ceux qui ne les rassurent pas. Est-ce la présence d'un chien ? Ou est-ce les beuveries sur l'espace public ? Qu'est-ce qui ne rassure pas ? Est-ce une police municipale professionnelle, ou est-ce des dégradations, des dépôts sauvages, des incivilités à longueur de journée ? Moi, je suis juste ahuri qu'on continue, alors que les attentes sont exprimées et de différentes manières dans les débats, dans les urnes et partout sur cette question, sur une présence, la nécessité d'une présence humaine, persuasive, préventive, mais aussi répressive. Pour ma part, je le dis, je l'assume. De quoi débattons-nous ? Sur la présence d'un chien, est-ce que c'est un chien de la SPA, d'où il sort ? Je repose la question à Madame LUC, sincèrement, qu'est-ce qui ne rassure pas ? Est-ce la présence d'un chien accompagné d'un professionnel de la sécurité, bien sûr assermenté ? Bien sûr qu'il engage sa responsabilité et qu'il engage la nôtre. Ou est-ce que, ce qui ne vous rassure pas, est-ce que vous tenez absolument à ce que les choses restent comme elles sont ? Non, nous, cet état des choses, on le refuse. On met les moyens qu'il faut. S'il faut un chien, on mettra un chien à des visées persuasives et dissuasives plutôt que de rester les bras ballants et se poser des questions qui n'ont vraiment plus de sens. Voilà pour ma part.

Mme LUC : Je suis contente, j'ai au moins eu un début d'éléments de réponse, le chien va empêcher les beuveries sur l'espace public.

Rires

M. ID ELOUALI : À vous écouter, il faudrait s'en tenir à l'immobilisme, il faudrait encore laisser l'impunité régner, ce sur quoi, nous, on s'insurge. On n'est pas d'accord avec votre conception de la tranquillité publique, et c'est surtout une attente des Choisyens qui ne se posent pas ce genre de questions.

M. le Maire : Monsieur Hacène HABI a demandé la parole, et je donnerai la parole à Monsieur GUILLAUME ensuite.

M. HABI : Merci, mes chers collègues. Pour vous répondre, Madame LUC, je pense qu'il faut aussi avoir en tête un certain historique. Dans le précédent mandat, vous étiez en charge de la sécurité. À ma connaissance, il ne s'est rien passé en termes de sécurité pour les Choisyens. Le service tel que nous l'avons récupéré en juillet 2020 comptait 2 policiers municipaux et 3 ASVP pour une population de 47 000 habitants et à peu près 60 km de voirie. Excusez-moi, mais j'ai quand même l'impression que sur les 6 dernières années, il ne s'est rien passé.

Maintenant, pour répondre précisément à vos questions, bien évidemment que la mise en place d'un maître-chien se fait dans le cadre d'une convention avec la police nationale. On a quand même une équipe de professionnels, je parle de la direction, on n'agit pas en amateur. Bien évidemment qu'on signe une convention avec la police nationale, avec le procureur et le préfet. Cette convention a été signée, et c'est parce que cette convention est signée que nous pouvons mettre en place un maître-chien.

Maintenant, si je dois parler des missions de la police municipale, ce n'est pas Monsieur le Maire ou les élus qui fixent les missions de la police municipale. C'est le Code Général des Collectivités Territoriales. L'article L-2212-2 fixe et dispose que la police municipale est responsable de la tranquillité, de la salubrité, de la sécurité, des commodités de passage et du bon ordre. On n'invente pas ces missions, elles sont fixées dans la loi. Et donc le maître-chien, il réalisera ces missions. Il n'est pas là pour enquêter ou faire des filatures, ce n'est pas la police nationale.

Vous parliez également d'absences de données chiffrées, de bilan. Là, je m'insurge. Je reçois tous les mois un rapport du commissariat de police qui fixe l'ensemble des délits qui ont été commis sur la commune. Donc je l'ai sous les yeux, je vais vous donner 2 ou 3 chiffres, mes chers collègues. Depuis le début de l'année, donc janvier, 284 cas de violences physiques, 78 cas de violences physiques crapuleuses, et donc vous souhaiteriez que nous restions les bras ballants à attendre que continuent ces violences ? Moi, je ne le souhaite pas. Je souhaite que la ville se dote d'une police municipale, et qu'on lui donne des moyens d'agir. Un maître-chien, c'est un moyen d'agir. Le chien n'est pas une arme. J'aimerais que vous me citiez des cas où des policiers municipaux ont lâché les chiens comme ça dans des groupes d'individus. Je n'en ai jamais entendu parler. Si vous avez des exemples, je suis preneur, mais je n'en ai jamais entendu parler. Par contre, le chien, par sa présence, permet effectivement de poser les choses. On est tout de suite moins violent face à un animal.

On revient à la délibération, c'est de voter la possibilité de mettre ce chien à disposition d'un maître-chien, quelqu'un qui est formé. On n'a pas pris quelqu'un dans la rue et on lui a dit : tu vas prendre un chien. Ces maîtres-chiens ont des obligations, tout comme l'armement, quel qu'il soit, il y a des formations préalables et un entraînement obligatoire. Ce maître-chien vient avec sa formation préalable, il aura, comme n'importe quel autre policier municipal, des formations et des entraînements. J'en ai fini.

M. le Maire : Monsieur Didier GUILLAUME a demandé la parole.

M. GUILLAUME : Monsieur le Maire, chers collègues, chers Choisyennes et Choisyens qui sont en écoute de ce Conseil.

Je ne souhaitais pas intervenir dans ce débat, mais comme Monsieur le Maire, vous avez fait une proposition, je rebondis sur votre proposition et ça me rappelle un des conseils municipaux que nous avons eu ici en votre présidence, où vous avez acté la création d'un poste de coordinatrice de la convention sécurité sur la ville. Vous venez de l'évoquer. Lorsque nous avons eu le débat sur cette création de poste, vous aviez évoqué que son travail serait justement d'élaborer une stratégie globale à l'échelle de la ville pour assurer la tranquillité publique. Je pense qu'il serait intéressant, en effet, et c'est certainement une des bases des questions qu'ont mes collègues et que peuvent avoir tous les Choisyens, de pouvoir présenter le travail, où en est ce travail de coordination d'ensemble, de vue systémique de votre conception de la sécurité sur la ville, puisque c'était la fonction qui avait été donnée à cette personne. Et à partir de là, de décliner en effet quelles sont les responsabilités, les tâches, les fonctions des uns et des autres. C'est vrai que là, on a l'impression que le fait de voter cette délibération, elle entérine déjà un certain nombre de choses, qui sont certainement travaillées sur le plan global, mais où les membres du Conseil municipal, ici, nous n'avons pas une vue générale.

Vous avez, dans votre intervention, proposé qu'il y ait une rencontre présentant l'ensemble de cette démarche. J'en prends acte, et si cela se fait dans des délais assez courts, ou de fait l'ensemble de votre dispositif sera présenté, peut-être aussi avec la brigade cynophile, avec de nouvelles fonctions, avec la présentation de la convention cosignée avec la police nationale, mais nous serions très heureux d'être invités à cette rencontre.

M. le Maire : Très bien. Bien sûr, c'est prévu, mais c'est une rencontre qui se fait aussi avec bien sûr les premiers intéressés, c'est-à-dire la population Choisyenne. Chacun sera libre de poser des questions.

Comme je vous l'ai dit, il ne s'agit pas de faire le débat de la police municipale. De toute façon, comme le dit mon collègue, Monsieur Ali ID ELOUALI, c'est aussi une façon pour vous de meubler, et les Choisyennes et les Choisyens ne s'y trompent pas. Tout le monde sait ce qu'est une police municipale. Ils ne savent peut-être pas très exactement leurs possibilités, jusqu'où vont leurs valeurs, missions et leurs responsabilités, et ça, nous allons leur expliquer, mais vous, vous le savez bien, Monsieur l'ancien Maire. Ou peut-être que vous ne le savez pas, parce que vous ne vous êtes jamais intéressé à cette question.

Maintenant, il faut aussi savoir que c'est une grande responsabilité de créer une police municipale. On ne fait pas cela à la légère. On pèse le pour et le contre. Les pistes principales de réflexion, ceux sont les deux jambes que doit être une police municipale efficace : la prévention et répression s'il faut. La prévention, dans les consignes, dans la feuille de route qui est donnée à la police municipale a une part extrêmement importante. Dans mon esprit, j'ai expliqué à tous et à toutes, et nous en sommes tous d'accord, c'est que la police municipale va remplacer déjà, feu la police de proximité pour laquelle j'avais dit que cela avait été une erreur de la supprimer. Mais lorsqu'il faudra faire preuve d'autorité, de courage pour résoudre certaines situations, cela sera fait par des personnes aguerries, qui ont de l'expérience, qui sont formées, ou dire de la police nationale et de tous les spécialistes, chacun sait que la formation d'un policier municipal est beaucoup plus dure et longue que celle d'un policier national, de la grande maison. Parce que, effectivement, de peur qu'il y ait « des cow-boys » qui pourraient s'introduire. Et je le dis...

Madame LUC, si vous voulez la parole, je vous la redonne. Je finis, il n'y aura pas de « cow-boy » dans cette police municipale. Il y aura des gens aguerris, humains, et par-dessus tout qui ont l'avantage de connaître notre territoire et ses spécificités. Ce qui sera un atout et un complément à la police nationale, qui, trop souvent, et ce n'est pas de leur faute, envoie de jeunes policiers sur des territoires qu'ils ne connaissent absolument pas, qui viennent de province ou d'ailleurs où il y a le chant des cigales, de beaux paysages, et qui se retrouvent dans des banlieues quelquefois, on ne va pas se le cacher, plus que difficiles. C'est un certain choc, avec, en face, aussi des habitants qui peuvent avoir une appréhension face à la police. Donc, c'est deux chocs. Entre les deux, il y aura la police municipale qui connaît notre territoire, qui connaîtra nos habitants, qui sera pérenne, contrairement au policier national qui, lui, peut être amené à changer de ville et ainsi de suite. C'est tous ces avantages que nous aurons avec la police municipale. La police municipale sera proche de la population, très proche. Voilà. Ce sont ces pistes-là que nous travaillons.

Quelqu'un veut ajouter quelque chose ? Madame LUC.

Mme LUC : Juste pour reprendre. Il me semble quand même que la formation d'un policier municipal est de quelques mois, alors que la formation d'un policier national est de 2 ans minimum. En tout cas, je suis contente de vous entendre dire que vous souhaitez une police municipale de proximité. C'est donc que cette police municipale ne sera pas armée ?

M. le Maire : Madame, la police municipale sera armée. Vous savez ce que nous ont dit les jeunes ? Les jeunes ! « Une police municipale non armée, ce sont des bouffons », parole de jeunes de Choisy et d'ailleurs, que je connais particulièrement bien, Madame LUC. J'en ai parlé avec eux de la police municipale. Aujourd'hui, c'est très simple. Soit la police municipale est armée, soit il n'y a pas de police municipale.

Mme LUC : Ce n'est pas vrai, y compris dans des communes de vos amis de droite, certaines polices municipales ne sont pas armées.

M. le Maire : Oui, eh bien, vous m'expliquerez ce qu'ils font. Nous avons à Choisy-le-Roi, que vous avez embauché, un policier municipal qui est contre l'armement. Très bien. Je lui dis : « Il est 2 h du matin, une maison est cambriolée. Que faites-vous, vous entrez ? » Il m'a dit non. Donc je reviens à ce que vous a expliqué l'adjoint, Monsieur HABI, on fait quoi ?

Mme LUC : C'est du ressort de la police nationale,

M. le Maire : Non, Madame.

Mme LUC : Pas du ressort de la police municipale.

M. le Maire : Non, Madame.

Mme LUC : On est sur la sécurité publique, pas sur la tranquillité publique.

M. le Maire : Non. Madame, j'aimerais bien que vous demandiez la parole, je vous la donne. Je vous explique un conflit de voisinage qui peut être extrêmement violent. Il est 2 h du matin, je lui ai posé la question : « Vous y allez ? », « Non ». Recruter des policiers municipaux, c'est un des recrutements les plus difficiles. Lorsque nous avons publié les postes, dès que nous disions que dans un premier temps, parce que c'était notre volonté, qu'ils ne seraient pas armés, nous n'avons essuyé que des refus. Et puisque vous voulez parler de villes, interrogez votre collègue de Villejuif, ce qu'il s'est passé lorsqu'il a désarmé la police municipale, et quelle décision il a prise ensuite. J'invite les Choisyennes et les Choisyens à se renseigner. On peut passer au vote, maintenant ?

Madame GAULIER.

Mme GAULIER : Chers collègues, bonsoir. Effectivement, je ne vais pas revenir sur l'action et tout ce qui est mis en place pour la police municipale. Effectivement, la question des chiens, en tant qu'élue à la protection animale, ça m'a interpellée. Effectivement, il me paraît normal de poser des questions.

Je dois dire déjà, on m'a fait une remarque qui me paraît pertinente, c'est-à-dire qu'on a bien fait la distinction entre les chiens de gardiennage, ce n'est pas la même chose que des chiens de police municipale. Ce n'est pas du tout la même organisation ni le même traitement. Et je dois dire, si ça peut rassurer, qu'en tant qu'élue de la protection animale, je l'ai dit, je serai très sensible aux conditions de traitement des chiens, et également sur une éventuelle utilisation abusive. Je prends l'engagement devant tous d'être vigilante par rapport à cela.

M. le Maire : Très bien. Nous avons déjà exprimé ici tout notre intérêt pour la cause animale et le respect que nous avons pour nos compagnons à 4 pattes, 2 pattes, des ailes ou sans ailes. Là-dessus, je rassure Madame GAULIER, nous avons d'ailleurs des projets pour eux prochainement, nous travaillons dessus.

Nous pouvons voter ? Y a-t-il des votes contre ? Votes contre, il faut compter. Très bien. Y a-t-il des abstentions ? Non. Je laisse les mathématiciens faire les décomptes.

La délibération n° 3 est adoptée à l'unanimité.

→ **Indemnité horaire pour travail normal de nuit**

→ **Indemnité horaire pour travail de dimanche et jours fériés**

M. le Maire : Vasco, c'est toujours à toi.

M. COELHO : Merci, Monsieur le Maire. Je vais vous présenter les deux délibérations, la 4 et 5. Les deux délibérations portant aux indemnités horaires permettent d'instituer le cadre réglementaire national en vigueur sur ces sujets.

Compte tenu des nécessités du service, certains agents sont appelés à travailler de nuit, et le taux horaire de cette indemnité est égal à 0,17 centime d'euro brut, majoré à 0,80 centime d'euro en cas de travail intensif. Alors, un exemple, la notion du travail intensif s'étend de celle qui consiste à une activité continue et ne se limitant pas à une simple tâche de surveillance.

D'autres agents sont amenés à travailler les dimanches et les jours fériés. Cette indemnité est égale à 0,74 centime d'euro brut par heure de travail effectif. Ces indemnités s'ajoutent au traitement mensuel normal versé à un agent. Par exemple, un maître-nageur secouriste ayant un planning normal de 7 h de travail quotidien du mercredi au dimanche pourra bénéficier de ce complément pour la journée de dimanche, en plus de son traitement normal correspondant à son indice de rémunération personnel.

M. le Maire : Merci. Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci à vous.

La délibération n° 4 est adoptée à l'unanimité

La délibération n° 5 est adoptée à l'unanimité

→ **Modification du tableau des effectifs par la création de 5 postes de Brigadier-Chef Principal et 2 postes de Gardien-Brigadier**

→ **Modification du tableau des effectifs**

M. COELHO : Je vais aussi englober les deux délibérations. La modification du tableau des effectifs permet de contribuer au bon fonctionnement des différents services de la ville, en procédant aux transformations ou ouvertures de postes nécessaires pour une mise en adéquation des postes existants et des postes à pourvoir, en tenant compte des mouvements et des recrutements de personnels. Tous les postes concernés sont listés dans la délibération présentée.

M. le Maire : Merci. Des interventions ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté.

La délibération n° 6 est adoptée à l'unanimité

La délibération n° 7 est adoptée à l'unanimité

TARIFICATION

→ **Approbation de l'exonération pour l'année 2021 de la taxe Locale de Publicité Extérieure (TLPE)**

M. le Maire : Nous arrivons au point 8. La parole est à Mme GAULIER.

Mme GAULIER : Bonsoir. Effectivement, je dois vous présenter ce soir un texte en vue de voter une délibération sur l'exonération de la taxe locale de publicité extérieure, qu'on appelle plus communément taxe sur les enseignes que doivent acquitter les commerçants.

Mais si vous êtes d'accord, Monsieur le Maire, ça me paraît utile avant d'aborder cette mesure qui s'inscrit dans le cadre de différentes mesures prises en faveur des commerces, et pas seulement des commerces, mais également des artisans et des structures de Choisy-le-Roi, j'aimerais bien revenir, si vous m'y autorisez, à rappeler depuis 2020, depuis le début de la crise sanitaire, ce que les commerçants Choisyens, parce que j'ai vu qu'il y a eu des questionnements sur les aides dont avaient pu bénéficier les commerçants de Choisy, commerçants, artisans.

Je rappelle qu'effectivement, je pense qu'on a tous en mémoire la violence du confinement sur l'activité économique, et à Choisy, évidemment, les commerçants, les artisans et aussi le secteur associatif ont été frappés de plein fouet par des fermetures administratives, et je dois dire que l'impact majeur d'une fermeture pour un commerçant, il faut quand même le rappeler, c'est essentiellement s'il n'y a plus d'activité, il n'y a plus de trésorerie. Plus de trésorerie, il y a un risque fort de non-paiement des salaires. Dès mars 2020, c'était cette question qui était importante, surtout dans le secteur hôtel-restaurant/restauration. Et nous en avons à Choisy-le-Roi.

Je dois dire que je suis très claire, ce n'est pas la municipalité de Choisy-le-Roi qui pouvait, à elle seule, assurer le niveau d'aide aux commerçants, aux petites structures de Choisy. La réponse, il était nécessairement niveau de l'État. J'ai pu constater, je n'étais pas élue en mars 2020, mais en tant que professionnelle déjà sur le terrain, j'ai pu constater que fin mars/début avril, le gouvernement avait pris des mesures rapides, sans attendre je ne sais quels débats au Parlement ou rapports d'expertise, en engageant des mesures efficaces pour permettre le paiement des salaires. Je rappelle que les salaires, et ça, à Choisy-le-Roi, tous ceux qui en ont fait la demande ont pu en bénéficier, il y a eu une prise en charge, et ce n'est pas excessif de dire que l'État s'est substitué aux entreprises pour assurer le paiement des salaires. Ça, c'est une première mesure.

Pour parer aux difficultés de trésorerie, je rappelle qu'il y a eu le prêt garanti par l'État. Là aussi, à Choisy-le-Roi, je pense que des entreprises en ont bénéficié, ce qui permettait, parce qu'on le sait, quand il y a des difficultés, les banques se referment au lieu de s'ouvrir. Ce prêt a permis à l'État de donner sa garantie pour permettre aux entreprises d'obtenir de la trésorerie à des conditions intéressantes. Je ne vais pas faire le déroulé, il y a eu un certain nombre de primes, d'aides dont ont bénéficié les commerçants et qui ont également été accordées aux commerçants. Finalement, à chaque niveau de l'État, chacun a apporté sa contribution.

Au niveau de la Région, et là, j'ai un petit rapport des services du territoire Grand Orly Seine Bièvre qui ont fait un petit bilan du fonds de résilience qui a été traité en commun avec la Région et le territoire Grand Orly Seine Bièvre, qui nous dit que le bilan de fonds de résilience pour la commune de Choisy-le-Roi : 43 dossiers déposés pour 17 recevables, restaurants, taxis, structures de formation, agences immobilières, services aux entreprises, représentant 645 600 euros décaissés pour 53 emplois. 4 structures ont obtenu moins de 10 000 euros, 12 structures ont obtenu de 10 000 à 40 000 euros, et une structure associative a obtenu 5000 euros.

Tout ça pour dire qu'il y a eu quand même, au niveau de notre ville, comme la plupart des villes de France, des aides qui ont été accordées pour soutenir les commerces, même si on sait que la crise n'est pas terminée et qu'il faut rester prudent, parce que personne n'est capable de dire ce qu'il va se passer dans les mois à venir.

Au niveau purement municipal, nous avons bien sûr apporté, en fonction de nos moyens, des contributions. Je rappelle qu'au mois de mai, vous avez voté l'exonération de la taxe sur les terrasses, qui n'est pas négligeable, car lorsqu'on discute avec les commerçants, surtout les bars et les restaurants choisyens, c'est une taxe qui interpelle, qui les interpelle. Même avant la crise sanitaire, c'est quelque chose qui est récurrent sur le montant, car à Choisy-le-Roi, les taxes sont très élevées. Donc cette année, en 2021, il y a le report de la taxe à payer.

Pour en revenir à la mesure qui nous concerne aujourd'hui, elle s'inscrit toujours dans le cadre des mesures gouvernementales. Il y a eu une loi de finances rectificative qui a été votée en juillet 2021. Il y a différents articles, c'est l'article 22 qui permet à certaines collectivités locales qui l'ont instauré la taxe avant le 1er juillet 2019, ce qui est le cas à Choisy-le-Roi, d'adopter un abattement de cette taxe compris entre 10 et 100 % pour tous les redevables au titre de l'année 2021.

Nous avons choisi le maximum, de voter un abattement de 100 %, et c'est cette mesure que je vous propose de voter ce soir.

M. le Maire : Bien. Merci, Danièle. Y a-t-il des interventions ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci à vous. Merci pour les commerçants.

La délibération n° 8 est adoptée à l'unanimité

→ **Fixation des tarifs de location des centres de vacances du 1er janvier au 31 décembre 2022**

M. le Maire : Monsieur Julien BOURVEN, je me permets de souligner que les centres de vacances sont toujours là, nous ne les avons pas fermés et nous sommes très heureux de continuer avec les centres de vacances.

M. BOURVEN : Bonsoir, Monsieur le Maire, bonsoir, chers collègues, bonsoir aux élus de l'opposition. Étant donné que c'est ma première prise de parole au sein de ce Conseil municipal, je tiens à dire que je suis très honoré et fier de représenter les Choisyennes et les Choisyens au vu de mon histoire familiale, que ce soit mes parents anciens agents municipaux, ou mes grands-parents qui ont travaillé à l'usine Renault. Et je vous remercie, Monsieur le Maire, pour votre confiance depuis plusieurs années à vos côtés.

Pour revenir à cette délibération, rien de bien nouveau. Comme vous l'avez dit, ce sont les tarifs de location de centres de vacances de Morillon et de Penthievre pour l'année à venir, 2022. L'objectif est donc d'optimiser et de maîtriser les frais de gestion de ces deux structures, et de permettre le développement de l'accueil des groupes extérieurs, comme les associations culturelles, sportives, etc., tout en maintenant, évidemment, les classes de découverte et les séjours vacances pour nos enfants Choisyens.

M. le Maire : Très bien. Je vais vous donner la parole, mais juste une petite réflexion. Nous sommes tous ici très attachés à ces centres de vacances, qui sont une tradition dans notre ville, et je crois que ce soit l'ancienne majorité ou nous-mêmes, nous allons apporter, nous apportons, et ils ont apporté le plus grand soin à ces centres de vacances. De nombreuses générations de Choisyennes et de Choisyens les ont fréquentés, des parents aujourd'hui amènent leurs enfants dans ces centres qu'eux-mêmes ont fréquentés. Mais nous sommes quand même confrontés à un souci, c'est qu'à l'époque des fameuses colonies de vacances qui faisaient carton plein, aujourd'hui, des familles se méfient, et même lorsque c'est gratuit, n'inscrivent pas leurs enfants.

Une information sur le mois d'août passé, nous aurions pu offrir des séjours gratuits, ce que nous avons fait avec l'aide de la préfecture et autres, notamment à Penthièvre, mais malheureusement, il n'y a pas eu suffisamment d'enfants qui se sont inscrits. Et ça, quand même, ça m'interpelle, alors qu'ils auraient pu bénéficier d'un séjour gratuit. Je pense qu'ici, nous tous, conseillers municipaux, moi-même je suis conseiller municipal, devons relayer cette information auprès de nos amis, de nos connaissances, nos voisins. Est-ce que l'opération sera reconduite pour cet été ? Nous bénéficions d'aides de la préfecture, j'espère que oui. Ça, c'est un premier point. Les familles peuvent envoyer en toute confiance leurs enfants dans nos centres de vacances qui sont dirigés, pour les avoir visités, sauf un, il me tarde d'aller à Morillon, par des directeurs et des agents de qualité, et qui sont en très bon état. Et ça, j'en remercie l'ancienne municipalité qui, là-dessus, a toujours fait le nécessaire. Quand j'étais gamin, la première fois que j'ai fait du ski, c'était à Morillon. Cet attachement est réel, nous avons tous une affection pour ces centres.

Ceci dit, il y a quand même une réalité économique importante. Peu de villes conservent des centres de vacances. Vous-même, vous avez vendu il y a quelques années, je ne vous le reproche pas, c'est l'histoire, malheureusement, beaucoup de villes... La dernière dans la Sarthe, ce n'était pas il y a si longtemps que ça. Je ne parle pas du château d'il y a 30 ans que vous avez vendu, ce n'était pas sous vous, Monsieur Didier GUILLAUME, mais si, on a vendu le centre, ce n'est pas si vieux. Nous l'avons vendu en 2008, je crois. Mais ceci dit, malheureusement, c'est dans l'air du temps. La plupart des villes se défont de leurs centres de vacances. Il y a quand même une réalité économique, donc nous, nous essayons, je prends contact avec des maires qui n'ont pas de centres de vacances pour qu'on puisse accueillir des enfants, on leur fera des tarifs préférentiels. Je lance donc cet appel à tous et à toutes, dans vos connaissances et autres, par exemple à Penthièvre, c'est 50 euros, pension complète, avec une cuisine qui est faite avec des produits du marché voisin. Je pense que là, nous pourrions tous nous unir. Bien sûr, nous n'avons pas l'intention de les fermer, mais bon... Il faut résister, et on cherche des solutions. Ça fait partie des choses pas faciles, et là, on a besoin de la contribution de tous et de toutes et de l'adhésion des Choisyennes et des Choisyens. Que ce soit Morillon ou Penthièvre, ce sont des lieux magnifiques, donc il faut, pour faire ces tarifs et ouvrir en dehors des périodes scolaires, si les Choisyennes et les Choisyens veulent fêter quelque chose ou y aller, il faut être un minimum de 20 ou 25. Quand même, 50 euros dans une si belle région en pension complète, c'est quand même bien. Je voulais faire cet appel et vous donner ces renseignements.

Y a-t-il des interventions ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n° 9 est adoptée à l'unanimité

DLC

→ Approbation de la convention d'objectifs entre la ville de Choisy-le-Roi et l'association Habitants Emploi Proximité (HEP)

M. le Maire : La parole va être à Monsieur FONDENEIGE qui l'attendait patiemment.

M. FONDENEIGE : Je vous remercie, Monsieur le Maire. Bonsoir, chers collègues, bonsoir la direction générale et toutes les Choisyennes et Choisyens qui nous écoutent.

Il s'agit d'une convention d'objectifs à renouveler entre l'association Habitants Emploi Proximité, dite HEP. C'est une association qui est bien connue des Choisyens et Choisyennes.

L'association est en lien avec des professionnels de l'insertion, de la formation et de l'emploi qui recrutent des personnes très éloignées de l'emploi qui bénéficient de contrats aidés, subventions d'État, et qui sont accompagnées pour de nouvelles entrées en formation pour un accès vers un emploi plus pérenne. C'est vraiment une association qui s'occupe de personnes qui sont vraiment dans des difficultés pour trouver des emplois, et qui vont les accompagner sur plusieurs volets. Ça peut être effectivement des volets de formation, mais aussi des volets de renforcement de langue française, de développement de connaissances, et qui ont été toujours très bien vus en termes des personnes qu'elles ont aidées. Ces personnes trouvent régulièrement des emplois.

Et le but également de cette association, c'est de créer du lien sur ce secteur, de contribuer à l'amélioration du cadre de vie à travers ses missions premières, qui sont les espaces verts, l'entretien des cages d'escaliers, et là aussi les retours des habitants sont excellents par rapport à ces missions.

En complément du contrat de ville, cette association, la ville lui attribue chaque année une subvention dont le montant est supérieur à 25 000 euros, ce qui impose d'établir une convention d'objectifs approuvée par le Conseil municipal. Pour l'année 2021, cette subvention s'élèvera à 23 479 euros, et c'est donc cette subvention qu'il vous est proposé d'approuver pour l'association HEP et la convention entre la ville et cette dernière, pour une durée de 3 ans. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci, Matthias. Y a-t-il des interventions ? Non. Alors, y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n° 10 est adoptée à l'unanimité

→ **Approbation de la Charte de partenariat collecte de vêtements**

M. le Maire : Toujours Monsieur FONDENEIGE.

M. FONDENEIGE : La ville de Choisy-le-Roi souhaite mobiliser et accompagner les associations qui vont prendre en charge auprès de publics ciblés des dons de vêtements faits par les Choisyens. L'objectif est de sensibiliser les habitants et les acteurs associatifs aux enjeux du développement durable. La municipalité répond à une problématique de terrain, liée à la collecte d'ordre textile et aux dépôts sauvages en mettant en œuvre une solution alternative. Celle-ci s'appuiera sur l'installation de bornes de collecte dans des lieux spécifiques et le retrait des vêtements par des associations.

Petite explication en préambule, vous connaissez tous les containers de collecte à vêtements qui étaient à différents endroits de la ville. Malheureusement, ils sont trop souvent soit détériorés, soit pleins, parce qu'ils ne sont pas relevés régulièrement. Il y a donc des dépôts de vêtements qui se font au pied de ces containers, ce qui donne une problématique de propreté urbaine, et également une problématique au niveau de la qualité du textile. Ces textiles, dès qu'ils sont posés au sol, dès le lendemain matin, prennent l'humidité et ne sont plus revalorisables et redistribuables. Ces textiles partent directement à l'incinérateur. De même dans ces containers, si un seul vêtement est mouillé, humide, il va contaminer l'intégralité du lot qui est dans le container, et tout cela aura été collecté pour rien et terminera à l'incinérateur.

Face à cette problématique, et je le salue ici, car c'est moi qui présente cette notice explicative, mais c'est un projet porté par mon collègue, El Arbi CHIRANNE, à la propreté urbaine, qui a souhaité s'emparer d'une manière active du problème de propreté urbaine, tout en proposant du recyclage et de l'économie circulaire. Ils ont développé, avec l'aide du service DLC qui a été support dans cette convention, ce principe d'avoir des lieux de collecte

dans des bâtiments des services municipaux qui seront aguerris des intempéries, qui seront surveillés, contrôlés par les associations qui signeront cette charte. Et les associations qui recevront ces dons s'engagent à avoir une traçabilité des dons de vêtements pour être sûr qu'ils ont une seconde vie, à développer un circuit environnemental en partenariat avec la ville, à organiser une communication générale vers ces associations de collectes, ça, ce sera pour la partie ville, et ensemble, nous nous inscrivons dans une démarche locale et environnementale engagée par rapport au don et à la revalorisation.

C'est donc cette convention, cette charte qu'il vous est demandé de voter ce soir. Je vous remercie.

M. le Maire : Y a-t-il des interventions ? Monsieur GUILLAUME.

M. GUILLAUME : C'est une intervention non d'opposition, mais personnelle. C'est une délibération qui me met un peu dans l'embarras, parce qu'à la fois je considère que c'est une bonne idée, mais à la lecture des documents, uniquement des documents qui sont à notre disposition, c'est-à-dire la délibération et la notice, j'ai le sentiment que nous sommes sur une idée, sur une bonne idée, mais pas sur un projet complet. Je m'explique. Vous le savez, depuis 2006 et le vote du Parlement pour la collecte sélective et notamment le textile a permis justement un réseau des acteurs de tri, souvent les EDS, c'est-à-dire les entreprises de liens sociaux, acteurs de l'économie sociale et solidaire, de maintenir et de développer leur activité en créant de nombreux emplois d'insertion, et cela dans un souci social, bien sûr, au regard de la situation humaine de certains des citoyens, mais aussi et surtout dans un souci environnemental qu'il s'agit de réduire les déchets.

Donc je pense qu'un travail de collaboration, ou un minimum de réflexion avec les organismes associatifs que sont les historiques, qui ont travaillé sur cette question-là, je pense évidemment au Relais, à la Croix-Rouge, Emmaüs, mais aussi le Secours populaire, le Secours catholique, à l'Armée du Salut, ou du secteur privé, je pensais aussi à Eco Textile qui auraient permis, peut-être, d'aller un peu plus loin dans la réalisation, et d'écrire une charte beaucoup plus complète.

Comment évoqué dans le propos, mais pas mentionné dans la notice évoquée par Monsieur FONDENEIGE, c'est un sujet qui n'est pas si simple que ça. Chacun de ces spécialistes que j'ai évoqués a déjà réfléchi à des process et aux exigences que cela entraîne. Il ne s'agit pas que d'une histoire de collecte, il s'agit d'une histoire de récupération, de sauvegarde, et des problématiques de locaux, de typologie de vêtements, de tri, de recyclage, de revente, voire même d'exportation, etc. Et cela demande évidemment des infrastructures, du personnel, des moyens. De plus, la démarche qui nous est proposée dans le cadre de la notice me semble choisyenne, et c'est une démarche qui pourrait être élargie en intercommunalité en fonction évidemment de l'analyse, de l'évolution et d'évaluation des tonnages de récupération. Ça demande un travail précis d'évaluation de ces tonnages.

Donc je pense que l'idée est là, mais que nous sommes loin d'une démarche de projet. Il me semble que c'est beaucoup trop tôt en l'état pour faire valider un tel process qui est beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît, et c'est pour ça que c'est personnel uniquement, cela regarde mes responsabilités professionnelles antérieures, je ne parle pas celle d'élus local, évidemment, mais je m'abstiendrai sur cette délibération que je ne considère pas entièrement aboutie.

M. le Maire : Monsieur ID ELOUALI.

M. ID ELOUALI : Monsieur GUILLAUME, on est sur le même projet. On ne change pas de projet, on change juste de process, mais le process change pour préserver le modèle.

Aujourd'hui, à cause du vandalisme, je m'arrête un peu là-dessus sur le vandalisme, parce que je pense que ça a un lien avec le premier débat qu'on a eu ce soir au Conseil, comme il y a du vandalisme sur les espaces publics, on cherche d'autres solutions justement pour préserver le modèle social et solidaire et auquel je tiens également, pour faire en sorte qu'on puisse avoir une collecte en bonne et due forme.

Aujourd'hui, avec le modèle existant, ce n'est plus possible, car on retrouve des vêtements qui sont sur le sol, qui perdent leur qualité. Et du coup, qui ne sont plus exploitables, et qui ne rentrent plus dans le modèle économique des organismes que vous avez cités. L'idée, c'est simplement de faire une autre collecte, un autre système de manière à ce qu'on puisse acheminer les vêtements ou autres objets en direction des centres et plates-formes de tri. Bien sûr, ces centres de tri sont toujours gérés par les acteurs de l'économie sociale et solidaire, la Croix-Rouge, la Fripe solidaire, avec qui on est en lien, etc. Autrement dit, c'est une autre initiative qui ne fait que consolider et renforcer le modèle. C'est juste ça. Au lieu que ce soit je dirais sur l'espace public et à la merci du vandalisme, etc., on fait en sorte de le préserver en intérieur, et de créer du lien, justement, avec ces structures d'insertion professionnelle, d'économie sociale et solidaire et l'économie circulaire. Voilà pour ma part.

M. le Maire : J'aimerais ajouter un petit mot. Ce n'est qu'un début. Notre problématique, c'était de trouver une alternative au fait que nous avons supprimé les bacs, comme l'a fait d'ailleurs la majorité des villes, ça ne pouvait plus durer de voir ces vêtements traîner par terre. En plus, il y avait un danger avec certains enfants qui rentraient dans les containers pour faire ressortir les vêtements. C'est quelque chose qui ne pouvait plus durer. Donc il était quand même dommageable qu'une certaine population ne puisse plus bénéficier de ces dons. Moi, je salue cette initiative et ce travail qui pourra être amendé, amélioré et étendu, pourquoi pas en intercommunalité. Puisque vous avez mentionné votre ancienne activité, et j'ai bien compris qu'elle n'était pas publique, mais professionnelle, je crois savoir à quoi vous faisiez allusion, vous vous rapprochez de Monsieur FONDENEIGE, et nous, on est preneur de tout ce qui peut contribuer à améliorer ce concept, à l'enrichir et à aller plus loin. Mais pour l'instant, c'est, et vous l'avez dit, une bonne idée, c'est un point de départ vers quelque chose qui va se développer, s'amender parce que nous devons trouver rapidement une alternative au fait qu'il n'y a plus de containers, et qu'on puisse quand même continuer à aider les personnes qui en bénéficiaient. Dans ce principe, vous pouvez quand même voter, mais le vote vous appartient, et nous, on est preneur de toutes bonnes idées et d'aide pour aller plus loin dans ce projet. Voilà ce que je voulais ajouter.

On passe au vote. Qui est contre ? Non. Abstentions ? Une abstention, et le reste pour.

Bien, merci. J'espère qu'on vous fera changer d'avis, Monsieur Didier GUILLAUME, dans l'intérêt de tous, mais je pense que c'est aussi ce qui pilote votre abstention. Je le redis, et vous l'avez dit, c'est une bonne idée, et c'est une urgence.

La délibération n° 11 est adoptée à l'unanimité.

→ Répartition de la subvention municipale aux associations locales (2ème affectation)

M. le Maire : Point suivant, toujours Monsieur FONDENEIGE.

M. FONDENEIGE : Je vous remercie, Monsieur le Maire. Lors du budget primitif de mars 2021, nous avons déterminé l'enveloppe permettant d'attribuer les subventions aux associations locales et groupements locaux pour 2021. Lors du Conseil municipal du 30 juin dernier, nous avons voté une première répartition pour ces associations. On vous avait indiqué qu'une deuxième répartition, un deuxième vote, puisque des dossiers avaient été

envoyés de manière incomplète ou de manière erronée, et nous avons donc travaillé avec les associations pour qu'elles nous envoient les dossiers conformes.

Nous sommes donc à la deuxième tranche de ces subventions. Il y aura probablement une troisième délibération, car il y a encore quelques difficultés sur certains dossiers et certaines associations qui n'ont pas répondu à nos sollicitations. Je les appelle, d'ailleurs, ce soir à le faire si elles souhaitent bénéficier d'une subvention. Voilà, donc vous avez là les associations concernées, vous avez pu les consulter.

Petite précision par rapport à la partie anciens combattants, puisqu'il y a une différence entre plusieurs associations. Les associations qui reçoivent 100 euros, c'est pour les ramener à 300 euros, car nous avons fait le choix de doter de 300 euros toutes les associations des anciens combattants sur notre ville. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci. Y a-t-il des interventions ? Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté, merci pour eux.

La délibération n° 12 est adoptée à l'unanimité

JEUNESSE

→ Approbation de la convention portant sur la labellisation en Structure Information Jeunesse du pôle 16/25 ans du Service Jeunesse

M. le Maire : Je donne maintenant la parole à Madame Yamina LAJILI.

Mme LAJILI : Merci, Monsieur le Maire, bonsoir à tous, Choisyens, Choisyennes.

Le pôle 16/25 du Service Jeunesse est un lieu d'accueil qui offre l'écoute et un accompagnement, une information, une orientation aux jeunes Choisyens à travers l'informatique...

M. le Maire : Excusez-moi, bien sûr, 16/25, tout le monde l'a compris, même ceux qui sont à l'extérieur, c'est 16 à 25 ans. On aurait pu croire que c'est un club.

Mme LAJILI : À travers les thématiques qui sont les suivantes : l'orientation, l'information, les métiers, l'emploi, société et lucratif, loisirs, vacances, international, sport, engagement. Le pôle 16/25 a été rebaptisé Passerelle Jeunes Adultes pour ne pas restreindre ses usagers exclusivement à une catégorie d'âge. La structure compte deux informatrices jeunesse et a pour vocation d'accompagner les jeunes dans la définition et la réalisation de leurs projets professionnels et personnels.

Les informations jeunesse assurent l'accueil, l'information et l'accompagnement des jeunes. Conformément au dispositif de la charte d'information jeunesse, l'information jeunesse traite tous les sujets qui les préoccupent ou les concernent dans leur vie quotidienne et l'exercice de leurs droits, actifs dans un parcours professionnel ou scolaire, sans activité à la recherche d'un projet, éloignés des institutions.

Les objectifs du pôle Passerelle Jeunes adultes : favoriser les orientations qui donnent des outils aux jeunes Choisyens afin d'être des acteurs positifs dans la société, favoriser les démarches d'autonomisation et d'émancipation des jeunes, développer des actions et dispositifs qui vont atteindre les jeunes là où ils sont, développer le réseau des partenaires qui agissent en direction du public jeune.

L'État définit le cadre de la labellisation et incite les structures associatives information jeunesse à s'inscrire dans cette norme qui garantit l'accès à tous les jeunes à une information générale, objective, fiable et de qualité.

La labellisation du pôle Passerelle Jeunes Adultes permet pour la municipalité d'avoir un point central d'information pour les jeunes, d'informer les jeunes des dispositifs existants et surtout d'affirmer sa politique jeunesse par un nouveau dispositif au service des jeunes.

Pour les jeunes Choisyens, un lieu d'accueil, d'écoute et d'information, centralisé et reconnu par le public. Sur les ressources, proposer un suivi individualisé, un relais privilégié par des professionnels, des actions de prévention et de sensibilisation qui répondront à leurs besoins.

Pour les animateurs du service, favoriser les échanges entre professionnels et mutualiser les compétences, bénéficier d'actions de formations dispensées par le département et la région, participer à la dynamique de réseau régional et départemental.

Et enfin, pour les partenaires, avoir un relais sur la problématique des jeunes enfants, offrir une solution de proximité pour d'éventuelles actions de sensibilisation ou de prévention.

Aujourd'hui, la demande est vraiment de proposer au Conseil municipal d'approuver la demande portant la réalisation information jeunesse du pôle Passerelle Jeunes Adultes qui sera présentée à la Commission régionale de la jeunesse et de la vie associative en Île-de-France. Merci.

M. le Maire : Bien, merci, Yamina. Y a-t-il des observations ? Non. Monsieur HABI ?

M. HABI : Je veux juste compléter. Dans le cadre de mon expérience, j'ai reçu quelques Choisyens. Effectivement, j'ai constaté à plusieurs reprises que quand on a entre 18 et 20 ans, remplir un dossier de demande de logement, avoir des revenus, c'est un peu compliqué. Ce n'est pas du tout les appréhensions qu'on a quand on est adulte, avec un problème de visa, ou autre, et effectivement, je soutiens pleinement cela, car il y a besoin d'une cellule qui va accompagner le jeune dans un certain nombre de démarches, car le système administratif est malheureusement compliqué, et que quand on sort tout juste du bac, on a un petit peu autre chose à penser.

M. le Maire : Merci, Monsieur HABI. D'autres interventions ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n° 13 est adoptée à l'unanimité

PETITE ENFANCE

→ Approbation de la convention de mise à disposition d'une structure Petite Enfance au sein de la Résidence Brossolette entre la commune de Choisy-le-Roi et le CCAS

M. le Maire : La parole est à Madame BRULANT.

Mme BRULANT : Merci, Monsieur le Maire. Bonjour à tous. Lors de la réhabilitation de la Résidence Brossolette, il avait été décidé d'y intégrer une structure petite enfance, multiaccueil, qui permettra à la fois de privilégier une rencontre intergénérationnelle en créant un rapprochement entre les jeunes enfants et leurs aînés et d'offrir aussi des places supplémentaires d'accueil sur le quartier de la ZAC du Port.

La présente convention est conclue pour une période de 5 ans à compter du 1er novembre, après modification des deux parties et envoi en préfecture.

M. le Maire : Merci. Des observations ? Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté, merci.

La délibération n° 14 est adoptée à l'unanimité

URBANISME

→ Approbation CRACL 2020 ZAC du Port

M. le Maire : La parole est à Monsieur ID ELOUALI.

M. ID ELOUALI : Merci, Monsieur le Maire. Je voulais juste présenter les grands faits marquants du CRACL. Un petit point d'explication, très rapidement.

Le CRACL est un sigle pour dire : le compte rendu aux collectivités locales. C'est tout simplement un rapport que tout partenaire d'une collectivité locale doit à cette dernière, et qui doit contenir à la fois la présentation des actions et puis un bilan financier qui présente les opérations financières.

Concernant notre CRACL qui est lié à la ZAC du Port. J'imagine que vous l'avez tous lu avec un certain intérêt, mais laissez-moi vous rappeler ce que vous avez déjà lu, à savoir les faits marquants des orientations 2020, c'est dire que ce CRACL 2020 témoigne d'une évolution de la programmation par rapport à celle qui était initialement conçue. Je dirais une différence déjà sur la surface de plancher qui passe de 58 000 m² à 48 000 m² pour dédensifier la ZAC du Port. Ça fait 10 000 m² en moins, et c'est 10 000 m² de plus pour donner une respiration de quartier, une aération au quartier et bien sûr une façon aussi de retrouver la Seine. Donc premier élément à retenir, c'est celui-là. Ces mètres carrés sont répartis sur les lots B1, B3 et modulaire, et ils comprennent rapidement, je ne vais pas tout relire, je vais juste dire simplement que les 48 000 m² comprennent une résidence à destination des seniors, des jeunes actifs et des étudiants, soit 48 % de la surface de plancher. Attractivité, notamment avec un complexe d'activités pour construire une Maison des sports, soit 17 % de la surface de plancher, 168 logements, des commerces et des services, de l'hôtellerie et une crèche. Voilà pour les orientations de 2020.

Pour 2021, ce qui est prévu, c'est, comme je viens de le dire, une évolution programmatique qui concerne les lots B1, B3 et modulaire, à savoir qu'on a revu l'aspect architectural avec notamment l'introduction de matériaux pérennes, des façades réfléchissantes, une esthétique, une écriture architecturale plus en cohérence avec la Seine, je dirais une déclinaison plus évocatrice des ondulations de la Seine. Plus de commerces, dont le modulaire. Et puis, ce qu'il faut retenir également, c'est sur les permis de construire sur les 3 lots B1, B3 et modulaire qui sont prévus pour la fin d'année 2021, c'est-à-dire tout simplement que la réalisation est incessamment sous peu, elle avait été prévue, elle est quasi imminente.

Pour le quartier, pour la ville, on renouvelle le port du Belvédère pour un projet ambitieux de restaurant de qualité. Ça aussi, c'est une bonne nouvelle pour l'animation du quartier, et voire même pour la ville. Et puis, ce que j'ajouterai, c'est la finalisation de la programmation sur le B7, avec un projet qui prévoit une résidence hôtelière, un EHPAD, une résidence pour les jeunes actifs, une épicerie solidaire, et j'espère que vous allez vous réjouir avec moi qu'une épicerie solidaire soit prévue sur le quartier du port, et bien sûr des commerces, ce qui manquait énormément dans ce quartier, et aussi pour la ville. Et je rajoute l'ensemble des études pour le réaménagement du Belvédère, cette place qui n'est que trop minable. Nous avons lancé une étude pour dégager de potentiels lieux pour en faire un lieu de vie,

d'animation et pour la végétaliser, histoire d'en faire un lieu de fraîcheur, une oasis qui puisse accueillir le grand public.

Voici pour le CRACL. C'est un rapport qui ne demande pas, il me semble, Monsieur le Directeur général des services, de vote... Si, pardon. OK, parfait. Voici pour moi.

M. le Maire : Y a-t-il des interventions ? Non. Des votes contre ? Monsieur GUILLAUME.

M. GUILLAUME : Intervention, pas votre contre.

M. le Maire : Allez-y.

M. GUILLAUME : Nous votons pour ce CRACL. Mais puisqu'on est sur le sujet et la lecture du document, plusieurs questions peuvent apparaître. Je n'en poserai que deux qui se réfèrent à ce qu'a présenté Monsieur le Premier Adjoint sur un focus particulier sur l'évolution de la programmation qui est mentionnée.

Il y a une nouvelle programmation sur ce projet sport et santé, avec à la fois une diminution du nombre de mètres carrés de plancher, un pourcentage quasiment équivalent des commerces et services et également une diminution des mètres carrés d'activités et, à la fois, une augmentation des logements, puisque dans l'ancienne programmation avec BNP Paribas, nous étions à 100, et là, il y a 168 logements. Ma question, elle est simple. Dans cette évolution-là, quelle est votre stratégie pour garder l'équilibre ? Augmentez-vous la hauteur ? Et où augmentez-vous les puits de sortie au mètre carré ? C'est ma première question.

Et la deuxième, sur le principe de cette nouvelle programmation, y aura-t-il une présentation avec les opérateurs de l'évolution de la ZAC devant les conseillers municipaux, ou en commission élargie aménagement ? Et d'autre part, est-il prévu aussi une démarche en atelier ou en plénière de participation citoyenne sur l'évolution du quartier ?

M. le Maire : Pour répondre à la première question sur l'évolution, et je redonne la parole à Monsieur ID ELOUALI après concernant l'équilibre de l'opération. Effectivement, nous avons diminué le nombre de mètres carrés disponibles, nous allons redonner un traitement, notamment au mouvement de l'eau, nous avons augmenté la pleine terre, etc., et comme vous le savez, l'équilibre se trouve et ne peut se faire qu'à travers les logements. C'est pour cela qu'il y a plus de logements en compensation pour préserver cet équilibre. Ça n'a pas été une tâche facile que nous avons demandé à la SADEV et donc aux opérateurs en question. De plus, nous avons insisté sur la qualité et la durabilité des matériaux. Nous ne voulions pas voir se répéter ce qui s'est fait précédemment sur la ZAC du Port. Tout le monde peut voir quand même cette qualité assez indigne de construction par rapport au prix qui a été demandé. Il y a des couloirs avec des espèces de plaques, les enduits, il y a des coulures partout, enfin, c'est courage, fuyons ! Les gens veulent partir. Donc nous avons lourdement insisté là-dessus.

Bien sûr, pour cela, l'opérateur, nous lui avons demandé de tirer vers le haut la qualité dans l'intérêt des Choisyennes et des Choisyens. Le prix, effectivement, sera au prix du marché pour un tel site en bord de Seine. Il sera autour des 5500 euros le mètre carré, ce qui reste extrêmement abordable lorsque des Choisyennes et les Choisyens verront la qualité de ce qui sera réalisé par rapport aux prix pratiqués aux alentours. Je dirais même à ceux qui sont intéressés par des logements de se précipiter, parce que ça risque de monter. Les prix sur Choisy-le-Roi, en quelques mois, ont pris 5 %. Donc nous avons quand même, malgré tout demandé de contenir au maximum les coûts, et en insistant sur la qualité de réalisation. Et bien sûr, aussi sur le côté écologique, parce que c'était quand même très minéral, les

immeubles qui nous avaient été présentés dans les premières versions, on est tombé à la renverse. C'était de gros cubes. Nous avons revu tout ça. Et l'autre question ?

M. GUILLAUME : Il y avait deux questions, est-ce qu'il y aura une présentation devant les conseillers municipaux ou en Commission élargie ? Y aura-t-il une démarche citoyenne de présentation de débat avec la population ?

M. le Maire : Le débat avec la population, il a eu lieu. On ne remet pas fondamentalement en cause ce qui avait été prévu à l'origine. Nous avons retouché à la marge ce qui va dans le sens de ce qui avait été décidé par les habitants. Par contre, pour l'instant, les façades ne sont pas complètement définies. Dès que le projet sera arrêté, oui, il sera présenté.

M. ID ELOUALI : Monsieur le Maire, je rajouterais juste des éléments. C'est vrai qu'on a gardé cette logique d'ensemble, mais on a quand même beaucoup insisté sur les indicateurs de qualité, comme l'a rappelé Monsieur le Maire. En matière par exemple de choix énergétiques, sachez qu'on est sur une certification énergie positive avec réduction de carbone, et une certification HQE pour tous les bâtiments. On est également, je le répète, sur 10 000 m² au moins, c'est 10 000 m² en plus pour les espaces verts. À la marge, oui, mais j'ai presque envie de dire à la marge, mais qualitativement en profondeur.

Sur les hauteurs, nous avons fait en sorte qu'il y ait deux étages en moins pour l'hôtel sur le B7, par exemple. Et puis sur les logements, on passe de 100 à 168, soit seulement 68 logements de plus. Il n'y a pas, je dirais, un différentiel plus significatif que ça sur cette question.

M. le Maire : Merci. Une précision qui n'est pas de première importance, mais quand même, qui est intéressante. Nous nous sommes attachés à ce que les façades arrière, notamment l'arrière de la résidence senior qui longe les voies ferrées, qui souvent sont complètement négligées, qu'elle soit traitée de la même façon, qu'elle soit aussi belle que les façades. Vous serez surpris, vous verrez que les voyageurs qui traversent Choisy, il faut qu'ils emportent une image. En plus, c'est plein sud, donc il y aura des balcons. Et ça, il n'y a pas beaucoup d'immeubles, le long des voies ferrées, qui ont des balcons. Mais c'est quand même l'image que gardent ceux qui prennent le train, qui traversent Choisy-le-Roi et qui ne connaissent pas. C'est quand même important que ce ne soit pas un mur lisse, bétonné, moche. Et ça, ça a été fait, ça a été réalisé.

Nous passons au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Merci.

La délibération n° 15 est adoptée à l'unanimité.

HYGIENE

→ Approbation de la convention de subventionnement pluriannuelle 2021-2022 entre la ville et l'agence régionale de santé (ARS) relative à l'animation et à la coordination du Contrat Local de Santé

M. le Maire : la parole est à Monsieur Id Elouali.

M. ID ELOUALI : Merci, Monsieur le Maire. Madame FADLI étant absente, je dois vous présenter cette délibération qu'elle porte s'agissant de la convention subventionnelle et pluriannuelle entre l'ARS et notre ville concernant ce CLS, le contrat local de santé.

Comme vous le savez, chers collègues, depuis 2012, la ville est engagée dans une démarche de préfiguration, d'animation et de coordination du contrat local et santé sur son territoire. Il s'agit donc d'une démarche qui a pour objectif de réduire les inégalités sociales et

territoriales de santé, en portant un diagnostic partagé entre la ville, l'ARS, soit l'Agence régionale de santé, et les différents acteurs locaux qui permettront de définir les priorités à élaborer pour ce programme.

La mise en œuvre de ce contrat local de santé, je le précise juste pour les gens qui nous écoutent et qui nous regardent, consiste à repérer les transversalités et les synergies à partir de ce diagnostic que l'Agence pourra réaliser. Il consiste également à réunir les acteurs locaux, bien sûr, les habitants en premier lieu, et ça consiste également à soutenir et à mettre en œuvre les actions prévues au titre du CLS, et consiste au pilotage avec l'ensemble des instances d'impulsion et des parties prenantes concernées par ce contrat.

Donc la ville a en charge la mise en œuvre et l'animation de la coordination, en s'engageant à ce qu'il y ait un poste de travail. Dans ce cadre, l'ARS propose une convention pluriannuelle de 2021/2022 d'objectifs et de moyens, et attribue à la ville, au titre de cette convention, une subvention de 20 000 euros par an en complément de coordination, soit 40 000 euros sur la période de deux ans, 2021 et 2022.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver ladite convention.

M. le Maire : Des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté.

La délibération n° 16 est adoptée à l'unanimité.

ADMINISTRATION GENERALE

→ Modalités de mise à disposition des véhicules municipaux

M. le Maire : Je vais présenter le point suivant, ce qui, je dois le dire, n'a pas été une mince affaire et reste aussi un aspect de la gestion de la commune quand même important. Pourquoi cette délibération ? Entre les véhicules de fonction, de service, beaucoup de personnes s'octroyaient un véhicule sans que leurs fonctions ne les y autorisent. Donc il a fallu rappeler les règles, et mettre au point des modalités, des critères. Des personnes utilisaient des voitures de la ville comme des voitures personnelles. Certains, la nuit, après une fête bien arrosée ont ramené des voitures bien cabossées. Tous ces critères, nous les avons étudiés, nous les avons présentés, et donc nous les mettons au vote, car ça va être voté par le Conseil municipal.

Y a-t-il des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté, merci.

La délibération n° 17 est adoptée à l'unanimité.

→ Retrait de la ville de la Queue-en-Brie du SIRESCO

M. le Maire : Prochain point. Effectivement, ce n'est pas directement lié à la ville de Choisy-le-Roi, mais la ville de Choisy-le-Roi est adhérente au SIRESCO. Lorsqu'une ville manifeste son désir de quitter le SIRESCO, il faut que les autres villes adhérentes, donc notre ville en fait partie, Choisy-le-Roi, vote l'acceptation de ce retrait. D'ailleurs, pour que ça devienne réel, il faut que toutes les villes adhérentes votent pour donner leur accord. C'est ce que nous vous soumettons ce soir.

Y a-t-il des observations ? Non. Des votes contre ? Non. Abstentions ? Très bien. Il y a des procurations... C'est voté. D'ailleurs, nous mettons un point d'honneur, que ce soit aux territoires et nous, personnellement, dans les syndicats, de respecter la volonté des communes.

La délibération n° 18 est adoptée à l'unanimité.

M. ID ELOUALI : Monsieur le Maire, je voudrais juste adresser toutes mes félicitations aux enfants de la ville de la Queue-en-Brie à leurs parents de sortir de cette usine à gaz qui s'appelle le SIRESCO, et j'ai hâte qu'on vote ici même la sortie de notre ville du SIRESCO pour le bonheur des enfants et des grands. Voilà, c'est juste un message pour affirmer de nouveau notre ambition de fournir aux enfants de Choisy-le-Roi une alimentation de qualité, ce qui n'est surtout pas le cas avec le SIRESCO. Merci.

M. le Maire : Très bien, merci, Monsieur ID ELOUALI.

→ Remplacement de la Madame Isabelle de Chanterac au sein du Comité du Syndicat Intercommunal de Chauffage Urbain de Choisy-Vitry

M. le Maire : Le point suivant, c'est surtout administratif. Vous vous souvenez que Madame Isabelle DE CHANTERAC, qui est était conseillère municipale, peu après ses prises de fonction, a déménagé, elle a eu une opportunité qu'elle attendait depuis un certain temps, déménager en province. Ce qui nous avait échappé, c'est qu'elle faisait partie, comme suppléante, d'un syndicat. C'était le Syndicat Intercommunal de Chauffage Urbain. Donc nous devons la remplacer, et nous proposons Monsieur Vasco COELHO.

Y a-t-il des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? Voté à l'unanimité.

M. GUILLAUME : Il est d'usage, lorsque c'est une organisation interne qui appartient à la municipalité, que l'opposition s'abstienne sur les changements. C'est pour ça que nous nous abstenons là-dessus, car ça vous appartient. C'est comme si on ne prenait pas part au vote. C'est votre choix.

M. le Maire : Bien sûr, je l'entends. Le groupe de l'opposition, tout le monde, je pense. Dans l'opposition, il y a Madame LEMOINE. Vous vous abstenez aussi ? Ce n'est pas le même groupe.

Mme LEMOINE : Ce n'est pas le même groupe.

M. le Maire : Je recommence. Il y a abstention du groupe présidé par Monsieur HUTIN, l'opposition de gauche, et puis il y a Madame LEMOINE qui fait partie de l'opposition, qui elle, vote pour. Il n'y a que le groupe de Monsieur Hutin, de gauche, qui s'abstient. Je comprends, la pratique est honnête. Il n'y a pas de souci.

La délibération n° 19 est adoptée à l'unanimité.

→ Remplacement de la Madame Isabelle de Chanterac au sein de la Commission Action Sociale/CCAS/Seniors/Hygiène Santé et Handicap

M. le Maire : Même chose, elle était aussi à la Commission Hygiène Santé au CCAS. Il faut la remplacer aussi, et nous proposons Madame SASU Hancès. Je suppose qu'on a les mêmes scénarios ? Madame LEMOINE, pareil, vous avez voté pour avant, donc même scénario. Très bien.

La délibération n° 20 est adoptée à l'unanimité.

→ Approbation de l'action tickets-loisirs proposée par la Région Île-de-France dans le cadre du dispositif « Nouvelle stratégie régionale pour l'accès des francilien(nes) aux loisirs et aux vacances »

M. le Maire : J'ai fait ma part du travail, je donne maintenant la parole à Madame BRULANT.

Mme BRULANT : Merci. La région Île-de-France souhaite mener une politique volontariste de développement de l'accès aux sports, loisirs et aux vacances. C'est pourquoi les centres sociaux pour cette année ont procédé à la demande auprès de la région Île-de-France, qui a mis gratuitement à disposition début juillet des dotations de 1200 tickets loisirs d'une valeur unitaire de 6 euros. Ils ont été répartis comme suit :

- 600 tickets sont répartis aux centres sociaux, 300 à Langevin, et 300 à Mouloudji, ceux-ci seront utilisés les samedis, les mercredis et aux vacances de la Toussaint prévues sur les bases de loisirs, Port aux Cerises et celle de Cergy-Pontoise. Il est également envisagé d'organiser des séjours de courte durée d'ici fin décembre.
- Il y a eu 200 tickets pour les services jeunesse, ils ont presque tous été utilisés sur les bases de loisirs de Créteil, Drancy et Jarvis,
- Et également 400 tickets au service enfance, qui seront utilisés entre septembre et octobre pour 4 sorties, deux à Moutiers et deux au Port aux Cerises.

Je vous remercie.

M. le Maire : Merci, Marina. Des observations ? Monsieur Didier GUILLAUME.

M. GUILLAUME : On va voter pour cette délibération, ceci étant, dans la notice, je trouve que c'est dommageable qu'il y ait mentionné qu'on approuve l'action d'une institution qu'est la Région Île-de-France. Je pense que ça aurait été plus intéressant d'approuver la signature de la délibération qui permet à Monsieur le Maire de faire en sorte que le dispositif soit mis en place sur Choisy-le-Roi. C'est juste un principe de forme, et ça me paraît étonnant qu'on demande à un Conseil municipal d'approuver la mise en état d'une politique d'une autre institution, c'est tout. Mais je n'en fais pas cas plus que ça, puisque nous voterons cette délibération, puisque le dispositif est qu'il est intéressant que Choisy signe cette convention.

M. le Maire : Bien, je comprends votre remarque vu la position que vous avez. De la nôtre, ça ne nous a pas interpellés. Mais bon. Dans l'esprit, ça veut dire qu'on approuverait spécifiquement cette action, bien sûr. Mais je ne cache pas que nous approuvons l'action de la région Île-de-France. C'est pas mal. Merci.

Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté, merci.

La délibération n° 21 est adoptée à l'unanimité

→ Modification de la désignation de représentants de la ville dans les conseils d'écoles maternelles et élémentaires

M. le Maire : Je reprends la parole, que j'avais.

C'est administratif. À l'école élémentaire Jean Macé, ce sera Monsieur Kristian BOLLE qui sera mandaté, et à l'école maternelle Victor Hugo, Madame Mathilde BEZACE.

Y a-t-il des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? Comme tout à l'heure. Et pour ? Voilà. Même cuisine, merci.

La délibération n° 22 est adoptée à l'unanimité.

→ **Fixation du tarif pour la participation des exposants au marché de Noël**

M. le Maire : Je vais donner la parole à Madame GAULIER. Juste un petit mot et je te redonne la parole, Danièle, je voudrais dire un petit mot pour présenter.

Mme GAULIER : Pardon, c'est la fin de la séance.

M. le Maire : Nous désirons relancer le marché de Noël. Ce n'est pas évident, c'est suspendu, on verra ce qu'est l'évolution du Covid, les dernières consignes, etc. Mais nous avons pris la décision de refaire un marché de Noël, et nous travaillons dessus en espérant que ça aille au bout. En tous les cas, c'est que nous allons faire, ça a été pareil pour les précédentes manifestations. J'espère que ce sera le cas aussi pour le marché de Noël. Danièle, tu as la parole, concentre-toi bien sur le tarif du marché de Noël.

Rires

Mme GAULIER : Effectivement, nous sommes soucieux d'organiser un marché de Noël dont les dates sont prévues les 10, 11 et 12 décembre 2021, et qui se tiendra, si tout se passe bien, dans le parc de la mairie.

On voudrait réunir des artisans, des producteurs, des commerçants. Dans ce cadre, il vous est proposé pour les 3 jours une participation de 50 euros par emplacement pour les exposants présents sur le marché. Cette participation permettra à chaque exposant de bénéficier d'un emplacement, d'un chalet, des installations électriques, de matériel, tables et chaises, et de l'animation commerciale. Il vous est proposé de voter le montant forfaitaire pour cette participation.

M. le Maire : Merci, Danièle. Y a-t-il des observations ? Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

→ **Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales**

M. le Maire : Le dernier point, c'est de l'information.

QUESTIONS DIVERSES

M. AOUMMIS : Bonsoir à tous. Le dernier point, je ne sais pas quel numéro...

M. le Maire : Je ne l'ai pas, moi.

M. AOUMMIS : Relatif à une convention de mise à disposition d'un pavillon pour une Choisyenne sinistrée de l'incendie qui a eu lieu il y a quelques mois de ça. Notre question, c'est de savoir un petit peu votre stratégie en termes d'accompagnement des gens qui sont sinistrés par certains incendies, le dernier majeur, c'était celui de la rue Gambetta, et pour la personne qui bénéficie de ce logement de la part de la ville, indépendamment de son engagement politique, de son soutien et des choses de cette nature, ça relève vraiment du cadre personnel.

Les sinistrés, je tiens à rappeler qu'il y a eu 40 appartements concernés par cet incendie, et que les sinistrés se sont constitués en collectif, et qu'effectivement, il y a eu des demandes d'action de la ville en termes d'accompagnement. On souhaiterait savoir quelles démarches vous allez mettre en place pour les accompagner, et plus particulièrement les personnes en situation de fragilité, ou qui ont des soucis d'assurance, de logement, etc. Il y a une personne qui est logée, grand bien lui fasse, le débat n'est pas là, la question concerne votre vision globale, votre processus d'accompagnement des Choisyens, que la question soit précise, plus claire, et qu'on ne soit pas dans les interprétations qui parfois peuvent être abusives. Merci.

M. le Maire : J'ajouterai, comme vous venez de le faire, vous savez, ce pavillon, c'est le fameux pavillon que vous avez loué 500 euros par mois.

Rires

M. le Maire : C'est de la transparence, ça. 500 euros par mois pendant 10 ans.

Mme LUC : Ça avait été voté en Conseil municipal.

M. le Maire : Ah oui, Madame LUC. Ça ne m'étonne pas que la sécurité, ça ne marche pas avec vous vu le respect...

Propos hors micro de Madame LUC

M. le Maire : Madame, vous pouvez...

Brouhaha

M. AOUMMIS : Ma question est sur le fait qu'une personne, qui vous a soutenu, qui serait bénéficiaire d'un pavillon, alors que nous avons rencontré des gens, des sinistrés, peut-être qu'il y a une part d'exagération vis-à-vis de la ville, on demande toujours beaucoup au décideur, mais le fait est que ces gens-là souhaitent un groupe de travail ...

Brouhaha

M. le Maire : On sait tous ce qu'il s'est passé ici. Vous pouvez prendre la parole autant de fois que vous voulez, parce que vous la demandez et que je vous la donne. Je m'étais dit que vu que Monsieur ESSONE MENGE n'est pas là, que ce serait tranquille.

Brouhaha

M. GUILLAUME : Il y a juste une question qui est posée, c'est quelle stratégie, répondez-y.

M. le Maire : À chaque fois que je réponds, je vais répondre point par point...

M. GUILLAUME : Vous n'avez pas répondu à la question, vous attaquez sur un truc qui n'a pas d'objet.

M. le Maire : Monsieur Didier GUILLAUME. Je peux répondre, mais je réponds aux questions et aux abnégations. Monsieur AOUMMIS, se pensant très malin, pense qu'il va me mettre en difficulté...

M. AOUMMIS : Pas du tout.

M. le Maire : Si, vous parlez de quelqu'un qui était sur notre liste, que ceci, que cela. Vous nous prenez pour des imbéciles.

M. AOUMMIS : Vous l'avez mis sur la liste. Il y a le nom de la personne.

M. le Maire : Qu'est-ce que ça à voir avec...

M. AOUMMIS : Alors que d'autres personnes ont besoin d'un logement, et vous ne les avez pas écoutées. Le problème, il est là. Quelle est votre stratégie pour accompagner les sinistrés, tout simplement ?

M. le Maire : Je peux répondre au prochain Conseil municipal, ou je peux quand même prendre la parole ? Vous dites que vous êtes bien élevés, vous continuez à ne faire que des... Vous n'en avez rien à faire, des personnes. Rien à faire. Il n'y a rien, dans votre question. Il y a juste votre attaque scandaleuse, parce que vous ne connaissez pas les faits, et vous êtes coutumier de ces faits. Je vous le dis...

M. AOUMMIS : Quel est l'accompagnement de ces 44 personnes ?

M. le Maire : Monsieur, est-ce que je peux prendre le temps de répondre, et de répondre comme je le souhaite ? Les Choisyennes et les Choisyens nous écoutent, je ne vais pas tomber dans un piège aussi grossier que celui que vous voulez présenter. Et je tiens, pour que tout soit transparent, à ce que les Choisyennes et les Choisyens sachent de quoi il en retourne. Voilà.

Alors, je commence avec le premier point que les Choisyennes et les Choisyens doivent savoir. Ce pavillon n'est pas, Monsieur AOUMNIS l'a dit, a été loué par vous-même, à un de vos amis sympathisant, je vous renvoie à ce que vous disiez, Monsieur AOUMMIS, 500 euros par mois pendant 10 ans. Vous pouvez trouver toutes les raisons du monde, c'est scandaleux, 500 euros par mois.

Vous voulez aussi parler de notre stratégie d'accompagnement. Les personnes de l'avenue Gambetta qui ont eu leur appartement malheureusement qui a pris feu suite à une erreur de l'entreprise qui travaillait sur la toiture, et qui continue de nier les faits, nous les avons rencontrées, nous avons fait deux réunions avec ces personnes. Elles ont été suivies par le service logement. La personne à qui vous faites allusion est une des rares et seules personnes qui s'est retrouvée à la rue avec 4 enfants. Elle faisait partie de ces personnes. J'ai personnellement rencontré ces gens, je suis resté jusqu'à 2 heures du matin. Nous avons fait ce que vous avez fait par le passé, ce que toute commune fait, nous commençons par ouvrir des gymnases. Ce que nous avons fait, et nous les y avons accompagnées. Nous avons suivi, nous avons fait une réunion avec les syndicats à la salle des Navigateurs. Nous avons mené tous nos contacts, nous avons relevé les cas difficiles, m'a-t-on dit des personnes qui étaient à l'hôtel, qui disaient que c'était trop cher, etc. Nous leur avons proposé d'aller au pavillon, ils ont refusé. La seule personne qui a accepté, c'est cette personne avec les 4 enfants. Je dois les laisser à la rue ? Non, c'est indigne, ce que vous faites, comme à chaque fois. En plus, vous savez combien elle paye ? 1200 euros, et elle n'a pas de boulot. On n'a pas loué 500 euros, nous, hein. On ne fait pas de cadeaux aux amis, nous. On reste objectif.

M. AOUMMIS : Ce n'était pas un ami.

M. le Maire : Non, ce n'est pas un ami... Un encarté, c'est quoi ?

Brouhaha

M. le Maire : Votre chef de cabinet, il arrive dans la ville, et 2 mois après, il a un HLM. C'est quoi ?

Brouhaha

M. le Maire : Ah oui, il l'a quitté trois mois avant les élections. Alors je réponds, point par point, ce pavillon était à la disponibilité des personnes qui le souhaitaient, cette personne avec 4 enfants, et elle a vu son appartement, comme les autres, qui a pris feu. Donc nous avons proposé, je vais donner la parole à Monsieur DRUART qui pas plus tard qu'hier faisait le suivi avec les syndic et toutes les personnes, aucune personne n'était à la rue. Nous avons ouvert les gymnases et tout ce qu'il fallait. Personne n'a souhaité rester dans le gymnase, ils ont tous été hébergés dans leur famille. Et pour ceux pour qui ce n'était pas le cas, nous les avons emmenés personnellement, en voiture, j'en ai emmené à l'hôtel dans le quartier du Port. Nous avons suivi ce qu'ils sont devenus. Maintenant, si vous osez, si une seule personne ose affirmer qu'on n'a pas suivi et qu'on n'a pas voulu aider...

Brouhaha

M. le Maire : À chaque fois qu'on proposait des solutions, ça ne les intéressait pas. Et nous continuons à suivre ce dossier. Nous continuons. Notre politique, c'est de ne pas laisser les gens dehors. Et personnellement, je n'ai pas attendu qu'il y ait des incendies pour me préoccuper des gens qui sont dehors. Cet hiver, j'ai amené personnellement des gens à l'hôtel, quand il faisait très froid. Je me demande quelles consignes avaient avant, sous votre mandature, certains services, puisque cela m'a été reproché : « Nous ne sommes pas là pour cela, Monsieur PANETTA. Ce n'est pas notre rôle. » C'était bien une politique de gauche, avant. Ça ne se faisait pas, avant ? Ça ne se faisait pas, quand il fait froid dans la rue, de les emmener à l'hôtel, et que la ville paye l'hôtel ? Pourquoi on m'a reproché ça ? Dans notre politique, des gens dans le besoin, dans la douleur, on s'en occupe. Voilà. Et des témoignages, j'en ai un paquet à vous fournir, et il n'y a pas une ligne dans les journaux. Il n'y a pas une photo avec des gens dans ma voiture que j'ai emmenés à l'hôtel. Mais je peux vous emmener dans les hôtels où on les a emmenés. Notre politique, c'est celle-là, l'humain d'abord. Se préoccuper des gens, réellement, sans rémunération. Et je donne la parole à Monsieur DRUART, parce qu'il m'informait justement, pas plus tard qu'il y a 24 heures, de ce qu'il se passait avec les sinistrés de la rue Gambetta.

M. DRUART : Bonsoir à tous. Comme Monsieur le Maire l'a dit, nous avons suivi de très près les sinistrés pour trouver des solutions de transition, notamment des appartements mis à disposition à la résidence Brossolette. Les personnes ont refusé, en trouvant des arrangements dans les familles. En attendant, je le souligne, les assurances prennent en charge les locations (leurs assurances personnelle). Dans les dossiers, ils ont été assistés par un prestataire du syndic de copropriété pour faire avancer les dossiers d'assurance. À l'heure actuelle, nous avons fait une réunion vendredi dernier avec le syndic de copropriété : les résidents de la résidence et tous les problèmes ont été réglés. Tout le monde a trouvé une solution. Nous n'avons lâché personne. Le cas que Monsieur le Maire a cité, et qui est signalé dans les décisions, c'était pour Madame X, une sinistrée avec ses 4 enfants.

M. le Maire : Pas de nom...

M. DRUART : Pardon, c'est écrit dans la liste. Excusez-moi. Cette personne a pu bénéficier d'un logement et d'un service...

M. le Maire : C'est temporaire.

M. DRUART : Temporaire, bien sûr, c'est une urgence. Et même le service habitat a travaillé avec Valophis pour mettre le cas échéant 2 appartements ou 3 si éventuellement, à la

réunion de vendredi, il y avait encore des personnes qui étaient en difficulté. Nous n'en avons pas eu besoin. Il n'y a aucune personne qui est à la rue ou en difficulté.

M. le Maire : Si les personnes sont à la rue, vous nous les présentez, et je m'engage ici à trouver une solution pour les personnes victimes de cet incendie. Parce que malheureusement... Je suis désolé, Frédéric, je te laisse finir,

M. DRUART : Nous avons fait une grosse part de communication entre le syndic de copropriété, je répète : comment faire un dossier d'assurance, comment garantir, etc. ; nous avons rabâché et ça a porté ses fruits. Ce n'était pas évident, à la première réunion, les gens étaient perdus. Grâce aux efforts communs, nous avons pu résoudre tous les problèmes. Et actuellement, pour la résidence sinistrée, il y a 5 cages d'escalier (5 accès), la toiture est tombée au-dessus de 3 cages d'escalier. Donc, pour les deux cages d'escalier qui ont été épargnées, les gens ont pu réintégrer leur logement. Ceux sont les cages d'escalier B4 et B5. Ils ont réintégré leur logement depuis le 3 septembre, après différents contrôles notamment électriques.

M. le Maire : Et ça, nous avons lourdement insisté, et je ne vous dis pas les situations qu'on a découvertes. Des gens qui n'avaient pas de factures et autres, parce qu'au-delà du côté humain indispensable pour traiter ces affaires d'empathie, de solidarité avec ces personnes, il faut aussi rappeler la loi. Les assureurs doivent payer, et je m'en réjouis. J'étais très inquiet, car ça prenait le chemin, malheureusement, de ce qu'il s'est passé sur la dalle, auquel vous avez été confronté, Monsieur GUILLAUME. Vous le savez bien, les résistances et l'attitude même quelquefois des syndics et des assurances, et nous nous sommes battus pour que ces gens ne restent pas à la rue, mais aussi pour faire respecter la loi, que les gens qui doivent payer payent. En l'occurrence, les assurances. Et là, tout le monde y a mis du sien. Nous avons fait en sorte qu'il le fasse, et c'est une bonne nouvelle qu'ils aient pu réintégrer pour une part leurs appartements. Le but, c'est qu'ils réintègrent leur logement, bien sûr.

Monsieur HUTIN.

M. HUTIN : Je me permets d'intervenir sur ce point-là, puisque vous avez souci de pouvoir reloger différents Choisyens sinistrés, je pense que vous êtes au courant qu'il y a eu un incendie dans le quartier des Gondoles récemment, avec une famille de 5 enfants qui se retrouve également en difficulté. Je voulais juste attirer votre attention également sur ce sinistre.

M. le Maire : Monsieur HUTIN, oui, Madame LAJILI s'en occupe. Après, la difficulté à laquelle nous sommes confrontés, finalement, quels moyens à la ville ? La ville, c'est simple, je peux payer des nuits d'hôtel. Comme Monsieur GUILLAUME l'a vécu. Ensuite, on essaie d'avoir l'approbation en matière d'extrême urgence, et c'est le cas, des bailleurs, Valophis ou autre. Et on travaille sur ce dossier. Mais après, il y a aussi les règles des bailleurs. Quand les gens sont en situation irrégulière ou n'ont pas de travail, il faut rester humain et la ville paye des nuits d'hôtel. Mais après, et Monsieur GUILLAUME le sait, si les conditions de l'attribution d'un logement ne sont pas réunies, comment faire ? Donc Monsieur BOUALI ou Monsieur X, de toute façon, font leur maximum lorsqu'ils sont appelés pour des cas comme ça, d'urgence.

M. GUILLAUME : Par bail précaire éventuellement ou des aides d'urgence

M. le Maire : Oui, c'est ça. S'il y a de la disponibilité, bien sûr, c'est ce qu'il m'a dit. Et d'ailleurs, nous avons pris contact avec lui pour les sinistrés de la rue Gambetta. Quand on a réussi, finalement, à ce que les assurances prennent leurs responsabilités, etc., voilà, mais

encore faut il qu'il y ait des logements disponibles, que les gens n'aient pas une vie précaire, dans la régularité, il ne viendrait à personne de dénoncer qui que ce soit. Pourtant, nous avons été confrontés à ça. Bien sûr de les nourrir, de les amener au gymnase. Mais personne n'a souhaité, on peut les comprendre, s'ils avaient trouvé une solution, rester au gymnase. Nous l'avons fait dans l'après-midi même, ouvrir immédiatement, avec la Croix-Rouge qui est arrivée avec des victuailles et tout ce qu'il fallait, comme l'avait fait Monsieur GUILLAUME. À ce niveau-là, tous les maires, quelle que soit leur tendance, partout, dans toutes les villes, tout le monde se remonte les manches, c'est leur devoir, pour tout de suite porter assistance. Mais vraiment, ce sont des situations difficiles et je peux vous assurer que tout ce qu'il est possible de faire, on le fait.

Brouhaha

M. le Maire : J'ai écrit au préfet, bien sûr.

Y a-t-il d'autres observations ? Ça ne se vote pas.

Merci pour ce Conseil quand même de bonne tenue, je vous en remercie. Très bonne soirée à tous, à bientôt.

La séance est levée à 22 h 00.